

[Texte]

Mr. Robinson (Burnaby): Mr. Chairman, I wonder if, perhaps, the minister could indicate to the committee where the Treasury Board is at. I understand there is a task force responsible for implementing this particular bill; is it headed by Mr. Jelking? Where are they at, at this at this point in time, in preparing for implementation of the legislation?

Mr. Fox: Mr. Auger has been the contact person with the Treasury Board and I will ask him to respond to your question.

Mr. Robert Auger (Legislation and House Planning Secretariat, Privy Council Office): The Treasury Board has been gearing up for preparation of the legislation. As you know, they established, some time after the tabling of the legislation, a special task force to gear up the system, so to speak, to enable departments to be ready when the legislation comes into force. Of course, the legislation includes the transitional clause that there is right now in the bill, so the preparations have taken place bearing in mind that there is this transitional clause.

The main point I would wish to make, though, is that the Treasury Board's main focus up until now has been to prepare the index that is required to be published under Schedule I, Clause 5 of the bill. This has required extensive consultations with departments to define their responsibilities, their programs, and also to identify the various classes of records they have in their possession. That is a major undertaking they have been conducting and on which they have been focusing. They are progressing in that aspect. Then, as we move on with the legislation towards adoption, this will have to be printed and circulated across Canada. That is, as I understand it, what the Treasury Board has been focusing on since the creation of their task force.

Mr. Robinson (Burnaby): Mr. Chairman, could Mr. Auger or the minister indicate whether, if the bill is, in fact, enacted by Christmas, the Treasury Board and all government institutions will be in a position to implement the legislation effective early in the new year?

Mr. Fox: I am not in a position to answer that. Obviously, the bill has to be proclaimed at some point. It seems to me, sitting here today on November 17, that one would have to be very optimistic to think the bill would go through all stages in the House and through the Senate before the Christmas recess, particularly if members wish to discuss at length some of the recommendations made by the McDonald commission concerning the privacy aspects of the proposed act. I also know that the committee wishes—and it is the committee's business to do so—to examine the estimates of the two departments that report to it.

Basically, the intention of the government is to proclaim the act as soon as the government is ready. I, personally, would see a proclamation probably six months from the date of enactment; that is the type of ballpark figure I would have in mind.

Mr. Robinson (Burnaby): Mr. Chairman, this is precisely what I was getting at. In view of the fact that the legislation

[Traduction]

M. Robinson (Burnaby): Monsieur le président, je me demande si le ministre pourrait dire au Comité où en est le Conseil du Trésor. Sauf erreur, un groupe de travail est chargé d'appliquer ces dispositions. C'est M. Jelking qui le dirige? Où en est-il dans ses préparatifs en vue de l'entrée en vigueur de cette mesure législative?

M. Fox: C'est M. Auger qui sert d'intermédiaire avec le Conseil du Trésor. Je vais lui demander de répondre à vos questions.

M. Robert Auger (secrétariat de la législation et de la planification parlementaire, Bureau du Conseil Privé): Le Conseil du Trésor se prépare en vue de l'entrée en vigueur de cette mesure. Peu après le dépôt du projet de loi, un groupe de travail spécial a été créé, comme vous le savez, pour éviter aux ministères d'être pris au dépourvu le moment venu. Evidemment, comme la mesure prévoit actuellement une mesure transitoire, les intéressés en tiennent compte dans leurs préparatifs.

Le gros des efforts du Conseil du Trésor, c'est l'élément sur lequel je veux insister le plus ici, a porté sur la préparation du répertoire mentionné à l'article 5 de l'Annexe I du bill. Ce travail a nécessité des consultations fréquentes avec les ministères afin de leur faire définir leurs responsabilités et leurs programmes, afin de leur faire identifier les diverses catégories de documents en leur possession. L'effort du Conseil du Trésor a surtout porté là-dessus jusqu'ici. Il a d'ailleurs fait des progrès. Au moment de l'adoption de la mesure, il lui faudra en outre faire imprimer et circuler ce répertoire un peu partout au Canada. Donc, c'est l'étendue de l'action du Conseil du Trésor depuis la création du groupe de travail.

M. Robinson (Burnaby): M. Auger ou le ministre, en supposant que le bill soit adopté d'ici Noël, est-ce que le Conseil du Trésor et toutes les autres institutions gouvernementales seront en mesure d'appliquer les dispositions de la nouvelle loi dès le début de l'année qui vient?

M. Fox: Je ne suis pas en mesure de répondre à cette question. Il est certain que la loi doit être proclamée à un moment donné. Il me semble cependant, nous sommes déjà le 17 novembre, qu'il nous faudrait être très optimistes pour espérer qu'il passe par toutes les étapes de la Chambre et du Sénat avant le congé de Noël, surtout si les membres du Comité tiennent à discuter longuement des recommandations de la Commission McDonald dans le contexte des dispositions sur la protection de la vie privée dans la loi proposée. Je sais par ailleurs que le Comité a l'intention, comme c'est de son devoir de le faire, d'examiner les prévisions budgétaires des deux ministères qui relèvent de lui.

En gros, le gouvernement a l'intention de proclamer la loi dès qu'il sera en mesure de le faire. Je m'attends quant à moi à ce que la mesure soit proclamée 6 mois après avoir été adoptée. C'est le délai approximatif auquel je m'attendrais.

M. Robinson (Burnaby): C'est justement ce à quoi je veux en venir, monsieur le président. Compte tenu du fait que la